

Le Sommet du progrès de Londres

Les origines de la gouvernance progressive

La philosophie de la gouvernance progressive, ou philosophie de la troisième voie, est souvent définie par ce qu'elle n'est pas : le socialisme traditionnel ou le conservatisme traditionnel. Elle tente de concilier la croissance économique axée sur le marché et l'égalité des chances pour tous. En d'autres mots, elle préconise une économie de marché, mais non une société de marché.

Les premiers tenants de la gouvernance progressive soutenaient que les politiques sociales et économiques traditionnelles de l'après-guerre devaient être transformées afin de préparer les gens à relever les défis de la mondialisation. L'enjeu consistait à faire en sorte que les gouvernements montrent de la compassion aussi bien qu'un sens aigu des réalités à une époque où, sur la scène nationale et internationale, s'exerçaient des pressions entraînant une réduction des dépenses sociales et obligeant le marché du travail à une plus grande souplesse.

Les promoteurs de la troisième voie maintenaient que les gouvernements devaient adopter des mécanismes qui favorisent l'initiative et la responsabilité individuelles. On se servirait des ressources publiques pour aider les gens à faire face aux exigences nouvelles, en investissant dans le capital social et humain tout en continuant de protéger ceux qui sont incapables de s'adapter. L'aide sociale ne serait pas abolie, mais modifiée de façon à tenir compte du recyclage et de l'expérience de travail, en vue d'encourager l'initiative, la créativité et la volonté de relever de nouveaux défis. Le dilemme classique, opposant l'augmentation des services gouvernementaux et les baisses d'impôt, serait résolu par une utilisation plus efficace des recettes fiscales.

On dit de la troisième voie qu'elle repose sur trois piliers : l'idée selon laquelle le gouvernement doit promouvoir l'égalité des chances pour tous sans accorder de privilège particulier à qui que ce soit; une éthique de la responsabilité mutuelle, qui rejette à la fois la politique des grands programmes sociaux et la politique de l'abandon social; et une nouvelle manière de gouverner qui procure aux citoyens des moyens de se prendre en charge.

La notion de troisième voie est associée très étroitement à l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, et au premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, qui ont amorcé en 1997 un dialogue informel sur les méthodes de gouvernance moderne, que l'on a baptisées la « Troisième Voie ». En avril 1999, les dirigeants de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Italie, qui étaient conviés à une rencontre à Washington, ont participé à ce dialogue. La France et le Brésil étaient de la réunion tenue à Florence en novembre 1999.